

CETTE NOTE VALORISE LES PRÉSENTATIONS ET LES DISCUSSIONS TENUES LORS D'UN ATELIER NATIONAL DU PROGRAMME ASANAO 2 QUI S'EST TENU EN SEPTEMBRE 2022 À CONAKRY (GUINÉE), VISANT À RENFORCER LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES ENTRE ACTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA NUTRITION.



NOTE DE SYNTHÈSE ASANAO / NUMÉRO 9 / JANVIER 2023

CRÉER DES SYNERGIES D'ACTEURS

POUR LA TRANSITION VERS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET FAVORABLES À LA NUTRITION EN GUINÉE

MODÉRATEURS

- > Lanciné 2 CAMARA, responsable adjoint nutrition projet Profima/Asanao 2 Guinée
- > Adrien TROUVADIS, chargé d'animation du programme Asanao 2 Guinée

INTERVENANTS

- > Mamadou Malal Taran DIALLO, conseiller agricole FPFD et point focal ASANAO 2 en Moyenne Guinée
- > Lanciné 2 CAMARA, chargé nutrition projet Profima/Asanao 2 Guinée
- > Stanislas AGOSSOU, coordinateur du GRDR en Guinée

Un atelier national du programme Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (Asanao 2) visant à renforcer le partage d'expériences entre acteurs de l'agriculture et de la nutrition s'est tenu les 21 et 22 septembre 2022 à Conakry en Guinée. Il avait pour thème : « Contribuer à la création de synergies d'acteurs pour la transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition ». Deux régions étaient plus particulièrement représentées : la Basse Guinée et la Moyenne Guinée.

Il a réuni 31 participant-e-s : **représentant-e-s d'organisations paysannes et professionnelles de producteurs, de transformateurs, de commerçants et de consommateurs, représentant-e-s des ministères concernés et de différents organismes rattachés (conseil agricole, représentant-e-s des secteurs de santé et élus locaux), des organisations des Nations unies et des organisations non gouvernementales, internationales et nationales**, dont certaines sont engagées avec le GRET dans le programme Asanao - la Maison guinéenne de l'entrepreneur (MGE), la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) et la Fédération des planteurs de la filière fruits en Basse Guinée (Fepaf-BG).

Cet atelier avait pour objectifs d'identifier les principaux enjeux des systèmes alimentaires en Guinée et de proposer des pistes d'action.

UN MANQUE DE COORDINATION AU SEIN DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

L'alternance des temps de présentation d'expériences, d'éléments d'analyse et de travaux de groupe a orienté très rapidement la majorité des discussions autour d'un enjeu majeur des systèmes alimentaires en Guinée : **la nécessité d'une meilleure coordination des différents secteurs et échelles des systèmes alimentaires pour la transition vers des systèmes durables et favorables à la nutrition.**

Des problèmes de circulation de l'information et de mise en relation des différents acteurs des systèmes alimentaires ont été identifiés à plusieurs échelles. Les textes politiques sont globalement en phase avec les enjeux discutés lors de l'atelier mais il est nécessaire de les vulgariser. Il en va de même pour la communication des données disponibles sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Guinée. La mise en relation entre les bassins de production et de consommation est elle aussi manquante. Ainsi, des productions sont excédentaires dans certains territoires, alors qu'elles sont insuffisantes dans d'autres. Certaines productions sont perdues, tandis que des aliments à forte valeur nutritionnelle restent inaccessibles pour toute une partie de la population. L'exemple de Boké présenté plus loin est révélateur de cet enjeu.

Ce défaut de mise en relation se retrouve aussi à une échelle plus locale avec **une intégration insuffisante des préoccupations nutritionnelles au sein des activités agricoles et vice versa.** On observe ainsi un **cloisonnement des services étatiques de l'agriculture et de la santé**, malgré un effort de collaboration avec la création récente d'un espace de coordination multisectorielle au niveau de la Primature pour sortir la thématique de la nutrition du secteur exclusif de la santé. Néanmoins, cet effort national ne se répercute pas encore au niveau des territoires, dans lesquels on observe un manque de collaboration entre les organisations paysannes et les services de santé. De plus, **l'intégration de compétences nutritionnelles au sein des organisations paysannes en est encore à ses balbutiements.**

Cela ne permet donc pas une coordination des acteurs aux différents niveaux des chaînes d'approvisionnement pour rendre accessible un régime alimentaire sain et durable à toute la population au niveau local avec des ajustements territoriaux coordonnés.

UNE SITUATION NUTRITIONNELLE CRITIQUE

Plusieurs interventions du ministère de la Santé et de celui de l'Agriculture et de l'Élevage, de l'Unicef et de la FAO ont fait le constat d'une situation nutritionnelle préoccupante en Guinée.

La fragilité des systèmes alimentaires actuels a été révélée par les différentes crises, notamment la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Cela se reflète dans les résultats de l'étude du cadre harmonisé de classification réalisée en mars 2022 qui révèle une dégradation importante de la situation de l'insécurité alimentaire en Guinée par rapport à 2021¹. En cause : les crises, le contexte socio-politique ou encore les impacts des activités humaines sur l'environnement et les ressources naturelles. En outre, **la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans ne s'est que faiblement améliorée entre 1998 et 2018**, selon une analyse comparative des Enquêtes de démographie et de santé². La prévalence du retard de croissance en Guinée flirte avec le seuil d'alerte de 30 %. La région de Boké, avec son triste taux de 39 %, est très proche du seuil d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (40 %). Parmi les causes principales, on trouve **l'inadéquation de la composition des repas des jeunes enfants et le non-respect de l'allaitement exclusif.** De leur côté, la FAO et le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ont souligné que les enjeux des systèmes alimentaires en Guinée se trouvaient être une production et une productivité agricoles faibles, de lourdes pertes pré et post-récoltes, un mauvais état des infrastructures de transport et des chocs récurrents (notamment climatiques), entraînant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle actuelle.

Face à ce constat, les intervenant-e-s ont insisté sur la nécessité d'une **approche systémique de la nutrition en général, et de la nutrition maternelle et infantile en particulier.** L'Unicef a mentionné les liens essentiels entre les systèmes alimentaires et le système de santé, l'eau et l'assainissement, le système éducatif et la protection sociale. La FAO développe une stratégie nutrition à l'horizon 2031 basée sur l'amélioration de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie. Le ministère de la Santé a développé un **Plan stratégique national multisectoriel de nutrition 2018-2023.** Ce plan, en cours de révi-

1. Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en mars-mai 2022 et projetée en juin-août 2022, CILSS, mars 2022. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/ch/Fiche_comunicaion_R%C3%A9gion_SAO_MARS2022_VF_.pdf
2. Enquête démographique et de santé, République de Guinée, 2018, p. 206. <https://www.unicef.org/guinea/media/2106/file/EDS%202018.pdf>

ATELIER NATIONAL DU PROGRAMME ASANAO 2, SEPTEMBRE 2022 À CONAKRY





CULTURE D'ANANAS À KINDIA EN GUINÉE, PROJET PROFIMA

sion, vise d'ici 2030, « la réduction significative de la sous-alimentation et de toutes les formes de la malnutrition ainsi que de leurs conséquences économiques et socio-sanitaires pour contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel de la population guinéenne, en particulier des femmes, des enfants, des adolescents et d'autres personnes vulnérables. » Pour cela, **il articule des mesures sur la gouvernance, la nutrition spécifique et la nutrition sensible favorisant ainsi une approche multisectorielle et une coordination des différents acteurs et échelles des systèmes alimentaires en Guinée.**

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a, quant à lui, présenté les textes relatifs au développement agricole et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et notamment le **Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2018-2025)**. Ces textes visent à combattre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par l'augmentation de la productivité agricole (notamment sur les cultures vivrières) et le développement de filières clés (riz, maïs, aviculture, fruits, manioc, etc.). Des suggestions d'amélioration de ces textes ont conclu les débats. Il a été demandé d'augmenter et d'améliorer l'efficacité des fonds alloués au développement agricole ainsi que de mettre en place une assurance agricole pour sécuriser les revenus des agriculteurs. Enfin, les enjeux pourtant essentiels entourant la recherche et le conseil agricoles ainsi que le soutien au financement du secteur privé étaient absents des textes présentés.

VERS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET FAVORABLES À LA NUTRITION EN GUINÉE : DES EXPÉRIENCES PROMETTEUSES ET DE NOMBREUX DÉFIS À RELEVÉ

En cohérence avec le constat et les enjeux posés et les textes politiques présentés, **trois expériences de coordination des différents secteurs et échelles des systèmes alimentaires ont été partagées.**

La Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) et le Gret ont présenté leurs expériences d'intégration d'une compétence nutritionnelle au sein d'organisations paysannes (cf. encadré 1 p. 4). **Le GRDR** a introduit son expérience de mise en relation des restauratrices de rue en zone urbaine avec des producteurs locaux de cultures vivrières dans la préfecture de Boké en Basse Guinée (cf. encadré 2 p. 5). **Ces expériences qui se sont révélées porteuses de solutions, ont aussi permis de détailler divers enjeux.**

La FPFD et le Gret ont tous deux mentionné de premiers impacts positifs de leur approche. Cependant, ils **ont fait remonter une difficulté majeure de coordination des organisations paysannes intégrant une compétence nutritionnelle avec les services de santé sur place.** Ce manque de coordination se retrouve à la fois dans la préparation conjointe et

coordonnée des messages de sensibilisation et dans leur diffusion. Les participants ont par la suite détaillé cet enjeu d'une insuffisante collaboration formelle : l'absence d'espace de concertation multisectoriel et l'inactivité des cadres existants en sont les causes majeures. Elles résultent d'un manque de vulgarisation des textes politiques prévoyant la formation de ces cadres et d'accompagnement technique et financier des acteurs territoriaux pour la mise en place de ces politiques.

Le GRDR a également mis l'accent sur l'enjeu majeur de l'accompagnement des différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement ainsi que celui de la mise en relation des bassins de production et de consommation, en fonction des réalités territoriales pour la mise en adéquation de l'offre et de la demande locales. Il a notamment insisté sur le problème des prix inférieurs des produits importés par rapport aux produits locaux, notamment le riz, pourtant à la base de l'alimentation guinéenne. Cela ne favorise pas la production locale de cette denrée, insuffisante dans la zone de Boké. Cela pousse, d'une part, à augmenter la production locale et, d'autre part, à négocier avec d'autres territoires de la Guinée excédentaire en riz. Il a ainsi mis en avant la complémentarité qui devrait être recherchée entre circuits courts et longs, avec un rôle majeur de l'État à chaque niveau de la chaîne d'approvisionnement.

Enfin, l'un des questionnements majeurs du projet du GRDR a été débattu. Il concerne la **concurrence des projets miniers et de la production d'anacarde sur la production de produits vivriers** dans la zone ciblée. La sécurisation du foncier est ainsi apparue comme un enjeu central. En effet, la production d'anacarde a explosé en anticipation de l'installation des projets miniers car cela permettait aux producteurs d'obtenir un dédommagement important de leurs terres incluses dans ces projets. Le représentant de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (Copen) et d'autres organisations de la société civile ont alors demandé la mise en place d'États généraux sur le foncier en Guinée. De plus, les **impacts négatifs des exploitations minières sur l'environnement, la santé et la production agricole**, notamment du fait de l'émission de poussière de bauxite, ont été mentionnés. Enfin, une participante a exposé son expérience du développement de la production de Moringa, une espèce intéressante pour faire face à l'avancée de l'anacarde car tolérante à la sécheresse, permettant une bonne valorisation commerciale et d'une bonne valeur nutritionnelle.

Deux enjeux majeurs ressortent de l'intervention du GRDR. **Il s'agit d'une insuffisance de la mise en relation des producteurs et des consommateurs à différentes échelles pour répondre à la demande locale ainsi que de l'accompagnement technique et financier**

1

L'INTÉGRATION D'UNE COMPÉTENCE NUTRITIONNELLE AU SEIN DES ORGANISATIONS PAYSANNES : LES EXPÉRIENCES DE LA FÉDÉRATION DES PAYSANS DU FOUTA DJALLON (FPFD) ET DU GRET

Depuis le début de l'année 2022 sur le programme Asanao 2, la FPFD intervient auprès de ses groupements dans les préfectures de Gaoual, Koundara et Mali en Moyenne Guinée. Le Gret, via le projet Profima intégré au sein du programme Asanao 2, intervient quant à lui en Basse Guinée dans les préfectures de Kindia, Forécariah et Dubréka, pour l'intégration d'une stratégie nutritionnelle au sein des activités de la Fédération des planteurs de la filière fruits en Basse Guinée (Fepaf-BG).

Sur les deux zones d'intervention, la stratégie d'intervention est similaire. Elle est axée sur la sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires, d'hygiène et de soins, et des démonstrations culinaires dans le cadre de l'alimentation des enfants de 6 à 24 mois et des femmes enceintes et allaitantes. Ces actions sont combinées à l'appui à la production agricole (activités maraîchères pour la FPFD, production fruitière pour le Gret) en faveur de la diversification alimentaire et de la valorisation des produits locaux. Elle a pour cible prioritaire les femmes en âge de procréer et comme cibles d'influence les maris,

grands-mères ou encore les responsables administratifs et les leaders religieux. Les différents messages sont transmis par des agents de sensibilisation membres de la FPFD dans l'un des cas, et de la Fepaf-BG dans l'autre. Ces derniers ont été formés aux bonnes pratiques alimentaires, nutritionnelles, d'hygiène et de soins à l'aide d'outils imagés.

Pour la FPFD, 30 agents sensibilisateurs ont été renforcés et 1 313 producteurs sensibilisés à travers 360 causeries éducatives et 180 séances de démonstrations culinaires. Pour le Gret, 20 agents sensibilisateurs ont été formés et 350 à 410 personnes sont sensibilisées chaque mois. 30 séances de démonstrations culinaires ont été réalisées au sein de 17 organisations paysannes. Il y a aujourd'hui une prise de conscience de la nécessité d'une diversification alimentaire par les ménages.



SÉANCE DE DÉMONSTRATION CULINAIRE EN GUINÉE

LA MISE EN RELATION DES RESTAURATRICES DE RUE EN ZONE URBAINE AVEC DES PRODUCTEURS LOCAUX DE CULTURES VIVRIÈRES DANS LA PRÉFECTURE DE BOKÉ EN BASSE GUINÉE : L'EXPÉRIENCE DU GRDR

La préfecture de Boké est caractérisée par une forte croissance démographique liée à l'immigration massive des travailleurs des mines et une forte prévalence de la population urbaine à s'alimenter dans la rue, avec de nombreux problèmes d'approvisionnement des restauratrices en matières premières de qualité. Une faible productivité agricole liée, notamment, à un dispositif d'appui-conseil insuffisant et à un faible équipement, entraîne une difficulté pour les producteurs à répondre à la demande locale.

Le projet cible des restauratrices de rue de la commune urbaine de Boké ainsi que des producteurs vivriers de la commune rurale riveraine de Tanènè. Il vise à améliorer les revenus de 150 producteurs jeunes et femmes et de leurs familles, de même qu'à renforcer l'équilibre nutritionnel des populations urbaines par l'accès à des produits vivriers de qualité et leur valorisation dans la restauration de rue.

Le projet a deux niveaux d'intervention. Le premier est l'appui à la production et à la productivité via, notamment, un accompagnement de paysans relais dans la transition agroécologique et le renforcement de leurs débouchés, en particulier auprès des restauratrices appuyées par le projet. Il appuie en deuxième lieu les restauratrices de Boké, notamment sur le renforcement de leurs capa-

cités matérielles, techniques, organisationnelles et de gestion. Un accompagnement auprès des restauratrices sur la confection de recettes à bonne valeur nutritionnelle valorisant les produits locaux est aussi réalisé. Enfin, une plateforme de mise en relation producteurs-restauratrices a été mise en place pour ajuster les activités de chacun-e en fonction de leurs besoins et contraintes, et ainsi renforcer l'approvisionnement des restauratrices et les débouchés des producteurs pour contribuer à rééquilibrer offre et demande locales.

Une deuxième phase du projet est en cours de lancement. Elle vise à élargir l'intervention à la constitution de systèmes alimentaires territorialisés en renforçant les liens existants entre restauratrices et producteurs, mais aussi en contribuant à l'amélioration de la gouvernance des systèmes alimentaires par l'accompagnement de l'émergence de politiques pour des systèmes alimentaires plus durables.



RESTAURATRICES DE BOKÉ, BASSE GUINÉE

des acteurs des chaînes d'approvisionnement des systèmes alimentaires en Guinée.

Il est ressorti des débats consécutifs, que l'insuffisance de mise en relation des producteurs et des consommateurs à différentes échelles était causée, notamment, par l'insuffisance et la mauvaise qualité des infrastructures de transport, de stockage et de transformation, l'enclavement des zones de production, l'accès insuffisant des producteurs aux informations de prix sur le marché, le manque de cadre de communication entre producteurs et consommateurs, l'inexistence de banque fonctionnelle de semences de qualité certifiées, le manque de magasins de soudure en semences et le manque d'accès au financement du secteur privé (producteurs et autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement) à des taux raisonnables.

Quant au problème de l'accompagnement des acteurs des chaînes d'approvisionnement, il proviendrait d'un nombre de conseillers insuffisant par rapport au nombre de producteurs à appuyer, d'un manque de connaissances techniques des structures d'accompagnement et de moyens financiers de ces mêmes structures, ainsi que d'un nombre limité de cadres de concertation entre le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et les faitières.

AMÉLIORER LA COORDINATION AU SEIN DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES : PERSPECTIVES ET PISTES DE SOLUTIONS

Les interventions et débats qui ont ponctué les deux jours d'atelier ont créé une **dynamique constructive permettant d'identifier et de préciser les problèmes auxquels font face les acteurs des systèmes alimentaires en Guinée**, puis de proposer des solutions et des perspectives d'actions :

- **Prévoir la vulgarisation des textes normatifs et politiques lors des prochaines révisions des plans stratégiques ainsi que l'augmentation de l'accompagnement technique et financier de l'État aux acteurs territoriaux en charge de la mise en place de ces politiques.**

Cela permettrait de faciliter la coordination des acteurs des systèmes alimentaires vers un objectif commun. Cet objectif devrait être défini en concertation avec ces mêmes acteurs pour une adhésion commune. Cette vulgarisation demande la création d'outils, la formation d'agents aux différentes échelles et la mise en place d'un dispositif de com-

munication. Une promesse d'intégration de ces suggestions lors de la révision du Plan stratégique multisectoriel de nutrition a d'ailleurs été faite par le représentant du ministère de la Santé.

- **Créer et animer des cadres de concertation tout au long de la chaîne d'approvisionnement jusqu'aux consommateurs, ainsi qu'entre les acteurs des secteurs de l'agriculture et de la santé aux différentes échelles nationale et territoriales.**

Bel exemple des cadres de concertation à créer, cet atelier a permis une mise en relation spontanée des acteurs y participant. En effet, plusieurs demandes de mise en relation avec le GRDR ont été faites de la part d'organisations des préfectures de Forécariah et de Kindia pouvant apporter un appui aux productions déficitaires de la zone de Boké. Un représentant de la MGE a fait la promotion d'un riz local de qualité supérieure restant accessible au plus grand nombre avec une bonne valeur nutritionnelle. Il a demandé une mise en lien avec le projet du GRDR pour une mise en relation avec des zones excédentaires en riz de cette qualité.

Enfin, un représentant de la Fepaf-BG a partagé avec les participants son expérience de plateforme de mise en relation entre producteurs et consommateurs dans leurs zones d'intervention.

- **Améliorer la qualité des infrastructures et leur maillage sur les territoires (transport, stockage et transformation).**

La mauvaise qualité des infrastructures ne permet pas le transport de certaines denrées périssables, ni l'accès au marché pour de nombreux acteurs. Cela ne favorise pas le développement de l'entrepreneuriat agroalimentaire, ni l'augmentation de la productivité agricole. De plus, les productions agricoles sont caractérisées par une forte saisonnalité. L'étalement de la disponibilité des denrées périssables et notamment des fruits n'est pas permis par la faiblesse des infrastructures actuelles de stockage et de transformation. Par exemple, le président de la Fédération des organisations paysannes maraîchères de la Basse Guinée (Fopma-BG) a insisté sur la nécessité des équipements en chambre froide pour la conservation des produits maraîchers. Cela demande une implication importante de l'État pour la construction et l'entretien des infrastructures dont il a la charge et pour faciliter l'accès à des financements et à un accompagnement technique du secteur privé pour le développement des infrastructures de stockage et de transformation.

- **Améliorer l'accès au financement du secteur privé (crédit à faibles taux et/ou subventions).**

L'insuffisance de l'accès au financement par le secteur privé a été fortement mis en avant. Il ne permet pas l'investissement initial nécessaire à tout projet d'entrepreneuriat, notamment pour la construction d'infrastructures ou pour l'amélioration de la productivité agricole par des investissements dans la mécanisation ou des semences de qualité. Les

CULTURE DE RIZ EN GUINÉE





COMMERCIALISATION DE LA POMME DE TERRE
À TIMBI MADINA, FOUTA DJALLON, GUINÉE

banques pratiquent des taux d'intérêt beaucoup trop élevés qui découragent les investissements. En réaction à ces besoins, le représentant du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a fait la promotion du Fonds de développement agricole (Foda) récemment mis en place par l'État pour permettre le financement de projets de développement agricole avec des prêts à taux réduits.

■ **Renforcer les capacités des agents de conseil de l'État sur toutes les filières de production d'intérêt.**

Un renforcement en capacités techniques et financières a été mentionné, mais les types de systèmes de production à promouvoir font encore débat. Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage promeut un système agricole modernisé, basé sur une mécanisation et une utilisation plus importante des produits phytosanitaires et des engrais. D'autres participants ont plutôt promu l'agroécologie et son renforcement. Ce modèle permettrait d'améliorer durablement la productivité, de diversifier les productions en phase avec les besoins alimentaires, de faire face aux aléas climatiques, de réduire la dépendance du pays et des agriculteurs aux importations de denrées alimentaires et d'intrants agricoles ainsi que de produire des aliments sains tout en minimisant les impacts sanitaires et environnementaux néfastes du modèle « conventionnel ». Dans ce cadre, une participante a mis en avant son expérience d'association niébé-patates douces afin d'augmenter la production en protéines, déficitaire dans la zone de Boké.

Différentes interventions ont souligné l'insuffisance de l'utilisation des produits forestiers non ligneux contrairement aux produits ligneux. La population préfère valoriser le bois que les produits non ligneux de ces mêmes espèces pour des raisons de valorisation commerciale rapide et facile.

Enfin, l'insuffisance du nombre de conseillers du fait de faibles moyens financiers a été mentionnée. En parallèle d'une augmentation des fonds alloués aux services de conseil, le dispositif de paysans relais mis en place dans le projet du GRDR mais aussi dans d'autres projets du Gret et de la FPPD pourrait permettre de combler en partie le déficit de conseillers. Néanmoins, la prise en charge de ces paysans pose encore question. Le GRDR avance que dans un souci de pérennité, ils devraient être pris en charge par leurs groupements.

■ **Introduire l'agriculture sensible à la nutrition dans les plans locaux de développement.**

Au-delà de la création de cadres de concertation, il a été proposé d'introduire les activités d'agriculture sensible à la nutrition dans des plans locaux de développement. Cela permettrait une meilleure coordination entre acteurs de la production et de la santé, mais aussi une meilleure collaboration stratégique de ces derniers sur des questions de production conjointe des messages, de leur diffusion et d'atteinte de toutes les cibles prioritaires sur des questions nutritionnelles. Des complémentarités sont en effet observées entre les organisations paysannes et les services de santé au

sein des expériences du Gret. Les participants ont notamment souligné la nécessité de compléter les actions du GRDR auprès des restauratrices par des actions auprès des familles et au niveau des hôtels-restaurants pour mieux toucher les différentes cibles prioritaires.

■ **Améliorer l'accès à des semences de qualité et certifiées.**

Cette recommandation entre dans le cadre d'une amélioration de l'accompagnement des acteurs de la production agricole. L'insuffisance de la disponibilité et de l'accessibilité à des semences de qualité et certifiées ne permet pas le développement de la productivité agricole. Un réseau semencier devrait être renforcé en Guinée avec une responsabilité importante de l'État. La nécessité du développement de semences par l'Institut de recherche agronomique de Guinée (IRAG) avec une certification par le Service de promotion rurale et du Conseil agricole de l'État et de la mise en place de banques de semences, a également été avancée.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Cet atelier a démontré que la majorité des compétences, expertises, expériences, structures et outils nécessaires pour la transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition en Guinée existent. **Cette dynamique de mise en relation des différents acteurs des systèmes alimentaires et de réflexion collective devrait continuer** car elle contribue à répondre à l'un des enjeux majeurs, revenus de nombreuses fois dans les débats : la **coordination multisectorielle**, la communication et la mise en relation des différents secteurs et échelles des systèmes alimentaires.

Les intervenants ont conclu sur la nécessité de considérer les pistes de solutions définies lors de l'atelier et d'inscrire toutes les dynamiques lancées ou à lancer dans une stratégie globale ayant pour objectif final l'amélioration de l'état nutritionnel des populations en Guinée, jusqu'à atteindre l'Objectif de développement durable 2 « Faim Zéro ». ■



La rédaction de cette note a été assurée par

Lanciné II CAMARA (nutritionniste au Gret en Guinée) et Adrien TROUVADIS (chargé d'animation du programme Asanao 2 Guinée) sur la base des contributions écrites et orales des intervenants lors de l'atelier et des débats qu'elles ont suscités.



POUR ALLER PLUS LOIN



- > Delahay C. et Costis C., 2021, *Les organisations paysannes et la nutrition. Retour d'expériences du projet Sara en Moyenne-Guinée et en Guinée forestière. Cahier projet. Les Éditions du Gret.* https://gret.org/wp-content/uploads/2021/12/CP-09_Sara_web.pdf